



Un programme de développement transfrontalier
de l'économie sociale et solidaire

4 Chambres de l'ESS pour un espace de coopération

• Franche-Comté • Genève • Rhône-Alpes • Vaud

QUELLES CONTRIBUTIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU TERRITOIRE FRANCO-VALDO-GENEVOIS ?

Samedi 17 novembre 2012 Uni Mail - Université de Genève

Actes des Premières Rencontres transfrontalières de l'économie sociale et solidaire

Avant-propos

Les Chambres de l'économie sociale et solidaire (ESS) des cantons de Genève et de Vaud ainsi que des régions Rhône-Alpes et Franche-Comté ont organisé le 17 novembre 2012 à Genève, les premières rencontres transfrontalières de l'ESS.

Ouverte au grand public tout comme aux actrices et acteurs de l'ESS, alternant conférences, tables-rondes et ateliers, cette journée de découvertes et de réflexions s'est déroulée autour de quatre thématiques clés pour l'agglomération franco-valdo-genevoise : l'entreprise et l'ESS, l'agriculture de proximité, les emplois verts et le logement coopératif.

Elle a également permis aux quelque 280 participant-e-s de se mettre en réseau, aux non-initié-e-s d'en savoir plus sur l'ESS, et au monde politique – largement représenté – de rencontrer celles et ceux qui

font vivre l'ESS aux quatre coins de ce bassin économique parmi les plus dynamiques d'Europe.

Les actes de ces rencontres n'ont pas l'ambition d'être exhaustifs. Les auteurs ont souhaité ici restituer, parfois avec leur subjectivité, la richesse des contributions et des débats en incluant les principales recommandations des ateliers, afin de mettre en lumière les défis à venir et de permettre la poursuite des échanges.

Le plan d'action sur deux ans du programme ESSpace, présenté en fin de journée, en dessine d'ores et déjà les contours.

Bonne lecture !
Le Comité d'organisation

Ces actes ont été rédigés par Laure Bonnevie (www.histoiredemots.ch)

avec le soutien de



Mots de bienvenue et allocutions inaugurales

Animateur

M. Marc Decrey, journaliste,
Radio-Télévision Suisse (RST)

Intervenants

M. Michel Pluss, Président de la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève (APRÈS-GE), **M. Christian Dupessey**, Conseiller de la Région Rhône-Alpes, Vice-Président de la commission « Europe, relations et solidarités internationales », référent au sein de la Région du projet d'agglomération franco-valdo-genevoise, Maire de la ville d'Annemasse, **M. Alexandre Epalle**, Secrétaire général adjoint du département des affaires régionales de l'économie et de la santé de l'État de Genève.

En ouvrant la journée, **Marc Decrey** rappelle que pour beaucoup, l'économie sociale et solidaire (ESS) est encore méconnue face à « l'autoroute de l'économie traditionnelle ». Il suggère que « *les chemins de traverse empruntés par l'ESS pourraient bien devenir l'itinéraire bis face à l'encombrement de ces autoroutes* ».

« *Vers un développement soutenable dont l'ESS serait la colonne vertébrale.* »

Michel Pluss

Face à la période « Rock'n Roll » qui s'ouvre et au chaos qu'elle peut faire craindre, **Michel Pluss**, « optimiste par militantisme », pense justement que nous allons au-devant de changements profonds et d'un nouveau paradigme, celui du développement soutenable dont l'ESS serait la colonne vertébrale.

Il adhère avec enthousiasme à cette idée d'un « Bison futé » de l'économie et évoque la création en 2004 d'APRÈS-GE, la Chambre de l'ESS du canton de Genève, rappelant qu'elle visait alors à offrir un laboratoire de partage et d'idées. Aujourd'hui, ses 450 membres qui représen-

tent 4 500 salariés, ainsi que les prestations innovantes telles que l'incubateur Essaim ou le café des bonnes pratiques qu'elle a développées, montrent à quel point le projet aura été visionnaire.

« *Alors, faisons plus que rêver!* », lance-t-il à l'adresse des participants.

« *Nous allons dans le sens d'une gouvernance du Grand-Genève où l'ESS a toute sa place.* »

Christian Dupessey

Acteur politique transfrontalier, **Christian Dupessey** se réjouit de ces premières rencontres dont l'idée est née il y a seulement un an « *pour, dit-il, redonner un sens à l'économie et réfléchir au 'vivre autrement'* ». Se déplacer en respectant l'environnement, vivre ensemble de manière responsable et se protéger mutuellement... L'engagement est ancien en Rhône-Alpes, sa région, comme l'illustrent les 21'000 associations et coopératives qui y sont installées et les 12,5% des emplois salariés privés qu'elles représentent, soit 250'000 Rhône-alpins qui travaillent et entreprennent autrement. Cela fait de la région une terre de défrichage et d'expérimentation en matière d'ESS. Pas moins de trente sociétés coopératives collectives ont ainsi été soutenues.

Elargissant l'horizon, **Christian Dupessey** analyse la dynamique qui se met en place avec cette journée pour valoriser les outils existants et le diagnostic de l'ESS, et pour constituer, maîtriser et développer l'agglomération franco-valdo-genevoise, un territoire de 900'000 habitants.

« *C'est unique et exemplaire, conclut-il, car nous allons aujourd'hui vers une gouvernance du Grand-Genève qui est un territoire d'expérimentation et de solidarité. Il est normal dans ce cadre-là que l'ESS y ait toute sa place.* »

«Face à un problème systémique et global, l'innovation doit être plurielle. À l'innovation technologique, il faut joindre l'innovation sociale.»

Alexandre Epalle

«L'enjeu de la construction du Grand-Genève? C'est l'humain!», complète Alexandre Epalle. Les questions du développement durable, de l'économie et du transfrontalier sont à l'ordre du jour de chacune de ses journées de travail. Convaincu que l'ESS est une mise en œuvre concrète du développement durable, il passe en revue quatre « mots-clés » communs à l'ESS et au développement durable et qui, selon lui, doivent guider les réflexions de la journée.

La question des flux est centrale, d'autant plus dans un contexte transfrontalier. Or, une économie durable est une économie qui maîtrise bien ses flux. La notion de limites est inhérente à la définition de développement durable comme à l'adhésion à l'ESS. Quant à l'innovation, elle est le cœur du sujet : au-delà de l'innovation technologique, il s'agit aussi de meilleure gouvernance d'entreprise, d'emplois de proximité, etc. «Au fond, nous dit Alexandre Epalle, l'innovation au singulier ne sert à rien. Face à un problème systémique et global, l'innovation doit être plurielle : à l'innovation technologique, il faut joindre l'innovation sociale». Enfin, la convergence des acteurs est cruciale pour faire face aux enjeux et aller dans le sens de l'amélioration continue chère au développement durable.

S'inscrivant dans la métaphore routière, véritable fil rouge de cette ouverture, Alexandre Epalle conclut : «il faudra veiller à préparer une signalisation adéquate des chemins de traverse à emprunter pour permettre cette convergence», et pour parvenir ensemble à définir les principes qui doivent nous guider.

Conférence

Les enjeux de l'ESS aujourd'hui

Conférenciers invités

Dennis Stokkink, économiste, président du Think tank européen pour la Solidarité,

Sophie Swaton, philosophe et économiste, Centre d'études interdisciplinaires Walras-Pareto; Internef, Université de Lausanne

Aujourd'hui, l'ESS représente entre 8 et 10% du PNB et des emplois européens. Deux exposés nous donnent à envisager l'ESS à travers un double prisme, européen et académique.

Les enjeux de l'ESS : Une perspective européenne

«Battons-nous pour que notre voisin soit fort. Sa force fera la nôtre.»

Dennis Stokkink

A Genève, Besançon, Lyon ou Lausanne, Dennis Stokkink le rappelle, les enjeux de l'ESS sont partout les mêmes, confirmant ainsi que, face à l'économie dominante, la réflexion doit être collective et les réponses transcender les frontières. Pour aller plus loin et offrir plus que l'avant-garde d'une autre économie, il recense sept enjeux à surmonter.

L'économie sociale de marché qui sous-tend les modèles socio-économiques européens est aujourd'hui mise à mal. Elle souffre de ce que Dennis Stokkink appelle le « syndrome du flamant rose » : une patte ancrée au sol (l'économie) tandis que la deuxième (la protection sociale, le volet social du modèle) est en suspens en l'air. La bonne nouvelle? Cette patte est toujours là et ne demande qu'à retoucher terre. Il y voit là clairement un rôle pour l'ESS : veiller à ne pas transformer le marché de la protection sociale en vache à lait au profit de quelques-uns.

Ensuite, face aux inégalités sociales, il n'est pas question de considérer l'ESS comme un « sparadrap » ni une économie de la réparation qui s'occuperait des exclus tandis que le modèle dominant continuerait à dominer. Il s'agit au contraire pour les acteurs de l'ESS de s'élever contre la montée des inégalités sociales, et accessoirement de réparer même si cela ne saurait être son objectif.

L'entreprenariat social, concept d'autant plus intéressant qu'il est partagé par les 27 pays européens pour désigner la créa-

tion d'entreprises dans une finalité sociale, est bien sûr un enjeu. Dans cette perspective, le profit réalisé par l'entreprise n'est pas une fin en soi, il est au service de sa finalité sociale.

Rebondissant sur les propos d'Alexandre Epalle, Dennis Stokkink désigne *l'innovation sociale et économique* comme un enjeu fondamental du secteur de l'ESS et ce qui lui permettra de développer ses ambitions.

Et puis, comment parler d'ESS sans évoquer le *développement durable*? Les deux concepts sont cousins: il y a une matrice commune dont il faut labourer le terrain et dont il faut unir les forces pour répondre au double enjeu d'une économie humaine et d'un développement dont l'Humain est le cœur. Le potentiel de croissance y est important. S'en saisir est un défi à la fois systémique et économique.

N'en déplaise aux « puristes » de l'ESS, Dennis Stokkink insiste sur *les collaborations à développer avec l'« économie capitaliste »* car il y a des entreprises ouvertes à une dimension humaine et durable avec lesquelles il est indispensable de créer des alliances – sans perdre son âme mais pour porter le message et convaincre plus loin. Il relève aussi l'importance de gagner des parts dans les *marchés publics* qui représentent 15% de l'économie dans nos pays. Comment? En développant des clauses sociales et en négociant avec les responsables politiques.

Pour affronter tout cela, Dennis Stokkink propose une devise: $1+1 = 3$, c'est le défi de la collaboration entre les acteurs de l'ESS: « *battons-nous pour que le voisin soit fort. Sa force fera la nôtre!* ».

Quelles contributions de la recherche sur l'ESS au territoire franco-valdo-genevois?

« *Seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin.* »

Sophie Swaton

Du côté du Centre Walras de l'UNIL, on s'intéresse aux contours de l'ESS, à ses enjeux et à l'évolution de ses pratiques. Le territoire franco-valdo-genevois met en présence quatre chambres, deux pays, deux traditions mais un objectif commun, souligne Sophie

Swaton. Et, décortiquant les approches française et suisse, elle nous donne matière à réfléchir aux définitions de l'ESS.

Côté français, les contours de l'ESS sont définis par les formes juridiques prises au fil du temps. À chaque époque, son courant de pensée en matière de redistribution des richesses et sa réponse sous forme d'associations, coopératives, entreprises sociales, etc. Des débats intenses s'engagent sur ce statut juridique. La question fait sens dans un contexte de confusion idéologique dans les termes qui oppose deux visions de l'entrepreneuriat – européenne et américaine – et qui voit un glissement de la *Charity* vers un « marché des pauvres », un marché par ailleurs lucratif.

Avec le projet APRÈS, le pari suisse vise l'adhésion à des valeurs à travers des critères en adéquation avec la charte de l'ESS. Incontournables ou évolutifs, les membres s'engagent à mettre ces critères en œuvre. L'approche se veut ainsi originale et pragmatique. Aujourd'hui, avec ses 270 structures de l'ESS représentatives de l'ensemble des secteurs économiques, et des niveaux de salaires mensuels moyens bien au-dessus de ce que l'on pourrait penser, APRÈS prouve que l'ESS ne saurait être considérée comme un sparadrap. Voilà pour l'état des lieux.

Quant à la recherche sur l'ESS, Sophie Swaton recense les trois enjeux qui l'attendent. Tout d'abord, elle doit théoriser la filiation ESS pour y apporter du crédit: les entreprises sociales ne sont pas des entreprises classiques, et il est crucial de montrer en quoi elles se démarquent du *social business* et de promouvoir leurs valeurs. La recherche se doit ensuite de valoriser et relayer les pratiques innovantes développées dans le cadre de l'ESS. Enfin, elle doit analyser le potentiel, les limites et les difficultés de l'ESS.

Sophie Swaton note alors plusieurs niveaux de défis à relever pour préserver la spécificité de l'ESS. Au niveau suisse, il faut développer la communication entre les chambres, se faire entendre des politiques et poursuivre l'essaimage des chambres de l'ESS. Elle salue à cette occasion APRÈS-BE-JUNE, la dernière-née dans les territoires bernois, jurassien et neuchâtelois. Pour les quatre chambres du Grand-Genève, il s'agit d'assurer des échanges économiques

au-delà des frontières, de communiquer sur les événements, et, pour les chercheurs, de coopérer! Enfin, au niveau européen, il faudra éviter l'écueil de la récupération idéologique et de l'instrumentalisation, promouvoir les pratiques et maintenir le fort potentiel d'innovation propre à l'ESS...

« *Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin !* », conclut-elle.

Table-ronde

Comment l'ESS est-elle prise en compte dans la politique économique des quatre territoires ?

Modérateur

M. Benito Perez, journaliste, quotidien Le Courrier

Débatteurs

Mme Sandrine Salerno, Conseillère administrative en charge du Département des finances et du logement de la Ville de Genève, **M. Christian Dupessey**, Conseiller de la Région Rhône-Alpes, Vice-Président de la commission « Europe, relations et solidarités internationales », référent au sein de la Région du projet d'agglomération franco-valdo-genevoise, Maire de la ville d'Annemasse, **M. Christophe Dunand**, Directeur de Réalisation, chargé de cours à l'HEG (Haute École de Gestion) et membre du comité d'APRÈS-GE, **M. Pierre Grosset**, Conseiller régional de Franche-Comté, PDG de la SCOP JURA Tri, **M. Philippe Gaemperle**, Directeur de Geni-lem, Vaud-Genève

Tirer un bilan des différentes politiques d'encouragement de l'ESS et envisager la manière d'aller plus loin dans le contexte transfrontalier, les objectifs affichés de la table-ronde sont ambitieux...

« *Un discours politique et symbolique qui ouvre le regard et permet de décloisonner les différents types d'économie* »

Sandrine Salerno

À la question un brin provocatrice que lui pose Benito Perez de savoir comment Genève, plus connue pour héberger des transnationales et des banques, s'implique pour faire vivre une autre économie, **Sandrine Salerno** ne s'émeut pas. Elle souligne au contraire l'engagement de sa ville pour des valeurs différentes. Genève porte un regard à 360° sur le monde économique et financier et cela ne date pas d'hier : l'ESS est intégrée et soutenue depuis 2007 comme composante à part entière du développement économique de la région. Le discours politique vient légitimer cette reconnaissance : les cinq élus de l'exécutif parlent d'une seule voix pour soutenir l'ESS et proposer une vision plurielle du développement économique. Le soutien est également concret et financier et bénéficie aux projets d'APRÈS-GE et Essaim, aux publications et outils développés pour faire connaître l'ESS. Les fonds alloués à des associations qui développent des projets d'insertion sociale complètent ce dispositif.

L'engagement politique à Genève, c'est donc « *un discours politique et symbolique qui ouvre le regard et permet de décloisonner les différents types d'économie* » mais aussi un soutien à des journées et des rencontres comme celles-ci.

« *Il y a un vrai combat de reconnaissance et de valorisation de l'ESS à mener !* »

Christian Dupessey

Christian Dupessey évoque la nécessité d'« *un portage médiatico-politique suffisamment fort pour que la valeur de l'ESS soit reconnue* ». À Annemasse comme en Rhône-Alpes, il rappelle que la volonté de soutenir et d'utiliser les outils existants pour être aux côtés des acteurs de l'ESS est bien présente. Et Christian Dupessey de citer *iDéclic Solidaire* créé pour monter ou consolider des projets ainsi qu'une *société de capital-risque* pour développer la capacité des salariés à reprendre leur entreprise en difficulté.

Sans angélisme pour autant. Car il n'élude pas les difficultés qui persistent en dépit des soutiens politiques. C'est pourquoi « *il y a un vrai combat de reconnaissance et de valorisation de l'ESS à mener !* »

«Être reconnu comme un acteur de promotion économique et non comme un pansement.»

Christophe Dunand

La récente création d'un Ministère délégué à l'ESS en France marque une réelle reconnaissance politique. De quoi faire rêver les acteurs suisses? Oui d'une certaine manière. Pour autant, **Christophe Dunand** rappelle que la gouvernance politique est de ce côté-ci de la frontière très différente et que les liens se nouent ici avec les acteurs locaux et municipaux. L'enjeu n'est pas seulement financier, il situe également au niveau des échanges et de l'intégration. Les liens avec les acteurs cantonaux et les communes périphériques ont permis à APRÈS-GE d'intégrer les réseaux de promotion économique et « d'être immédiatement reconnu comme un acteur de promotion économique et non comme un pansement », raconte-t-il.

Un rêve notamment pour les acteurs vaudois qui espèrent une réflexion similaire du côté de Lausanne.

«Dans l'ESS on passe son temps à dupliquer tout ce qui se fait de bien (...). C'est ce qui permet à tous d'avoir accès à tout.»

Pierre Grosset

Certes, ces soutiens sont importants. Mais l'ESS ne peut-elle vivre qu'avec l'aide des pouvoirs publics? Avec sa double casquette d'élu et d'entrepreneur social gérant d'une Scoop, **Pierre Grosset** pose un regard pragmatique: à l'image de toutes les structures économiques, celles de l'ESS ont besoin du soutien des collectivités publiques. Mais elles n'en demandent pas plus: elles apportent des prestations et une plus-value sociales pour lesquelles elles sont payées. La vraie différence est ailleurs. « Dans l'économie classique, on se barricade derrière les brevets. Dans l'ESS au contraire, on passe son temps à se copier et à dupliquer tout ce qui se fait de bien, ça crée de l'emploi! C'est là la force de cette économie sociale ET solidaire: c'est ce qui permet à tous d'avoir accès à tout. »

«C'est réjouissant de voir cet écosystème romand d'organismes se mobiliser pour soutenir les créateurs d'entreprises et travailler ensemble sur un ADN propre.»

Philippe Gaemperle

L'ouverture, certes. Mais pour un incubateur d'entreprises « classique », comment perçoit-on l'arrivée d'Essaim, l'incubateur ESS d'APRÈS-GE? **Philippe Gaemperle** ne voit que des passerelles, des valeurs partagées et du positif au service de la création d'entreprises. Genilem, dont il est le directeur, est un acteur qui veut fédérer, mettre en relation, et renforcer la diversité des entrepreneurs, et qui porte haut les couleurs de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) au service du porteur de projet. En ce sens, il voit une grande proximité avec l'ESS et beaucoup de complémentarité en termes de mission, de positionnement et de compétences avec Essaim: « c'est réjouissant et c'est une fierté de voir cet écosystème romand d'organismes se mobiliser pour soutenir ces créateurs et travailler ensemble sur un ADN propre. »

Discussion

Si tous ces acteurs visent bien la création d'un environnement global susceptible de répondre aux enjeux du développement durable, comment pousser plus loin les collaborations? Pour Christophe Dunand, l'enjeu des entreprises de l'ESS est de trouver leurs clients et leurs marchés. Les collectivités locales ont un rôle prépondérant à jouer pour imposer la RSE aux acteurs économiques et « former » les consomm'acteurs. « C'est en partie l'enjeu du projet Interreg », insiste-t-il, « il y a des choses simples à faire, comme développer la mise en relation des portails de consomm'action et de toutes les initiatives solidaires. Il faut aussi se mettre autour de la table pour résoudre la question des flux et des échanges dans un contexte transfrontalier ».

L'émergence de l'agglomération franco-valdo-genevoise et le regard transfrontalier sont une chance d'innovation de part et d'autre de la frontière. « Pourquoi pas des entreprises binationales ou 'bi-locali-

sées' des deux côtés de la frontière?» lance Christian Dupessey. Sandrine Salerno adhère à la mutualisation des idées et des expériences avant de rebondir sur l'épineuse question du partage de la richesse et de la fiscalité, véritable pierre d'achoppement des discussions transcantoniales et transfrontalières. «L'ESS, dit-elle, présente une opportunité politique face à cette matrice politique, financière et économique traditionnelle. Elle est une plateforme susceptible de créer et maintenir l'emploi local, et de dépasser les difficultés du partage des richesses.» Les politiques ont là encore une responsabilité pour porter cette discussion, déconstruire le schéma traditionnel, et injecter les valeurs de l'ESS dans les politiques publiques.

Au-delà des discours, Pierre Grosset insiste sur l'importance des réalisations concrètes pour sensibiliser l'ensemble de la population aux valeurs de l'ESS. Il parle d'expérience : la Franche-Comté, berceau historique de grands utopistes et des coopératives, a fait le choix délibéré d'inscrire formellement l'ESS dans l'économie et le président du service des affaires économiques est en charge de l'économie et de l'ESS. Résultat ? En 2012, l'ESS représente 20% du budget des affaires économiques franc-comtoises...

Assurément une source d'inspiration pour les acteurs présents à cette journée et pour les ateliers.

Ateliers

Quatre thèmes emblématiques de l'ESS, quatre ateliers d'une quarantaine de participants et deux heures pour sérier les sujets, poser les jalons des réflexions futures, et jeter les bases des plans d'action à mener en partenariat.

Chacune des quatre chambres de l'ESS aura fait preuve d'originalité en proposant des outils ludiques et efficaces pour animer ces «brainstorming» et en restituer les traits saillants en un temps record.

Entreprise et ESS : une opportunité à saisir ! (La plus-value de l'ESS dans vos entreprises)

Vous mettez bien un peu d'ESS dans votre entreprise ? Bien-être social, démocratie, environnement, travail et cohérence. Autour de ces cinq valeurs phare de l'ESS, s'est tissé au fil des discussions tout un maillage de principes d'action et d'actions concrètes finalement traduites et déclinées en plus-value pour l'entreprise. Un exemple ? Le respect de la valeur travail valorise et satisfait le personnel. Plus stable au sein de l'entreprise, celui-ci développe un meilleur équilibre entre vie privée et professionnelle. La cohésion au sein de l'entreprise n'en est que meilleure et son image plus positive. Entrepreneurs, à vos marques !

Agriculture de proximité

L'agriculture de proximité : clé de la souveraineté alimentaire ? Innovant jusque dans la technique d'animation, cet atelier «world café» a bouillonné de propositions autour de cinq grandes problématiques de l'agriculture de proximité. Comment mobiliser le consom'acteur ? Comment financer l'agriculture de proximité et avec quel modèle économique ? Cette agriculture peut-elle contribuer à résoudre la question du foncier ? Comment redéfinir les systèmes alimentaires locaux dans le sens du bon, du bio, du proche ? Quels sont les facteurs de réussites ? Croiser les expériences (politiques d'aménagement du territoire), favoriser les échanges techniques, développer des modèles économiques ou juridiques capables de transcender les frontières (une monnaie complémentaire pour structurer la production)... Les idées sont semées ! Reste à les récolter...

Emplois verts et ESS

Et si l'ESS était pérenne et qu'elle créait des emplois ? «Nous sommes des pros», ce leitmotiv, cet atelier l'a fait sien et n'a pas chômé pour livrer une foulditude de clés inspirantes et pragmatiques aux acteurs de l'ESS ! Pour créer des emplois, verts oui,

mais pas seulement, il propose une palette de pistes pour renforcer la création et le développement d'entreprises (parrainage-essaimage, monnaies inter-entreprises, projets pilotes, etc.), améliorer la visibilité et la connexion entre les acteurs (portail de produits et services internet transfrontalier, groupes de travail thématiques pour prolonger la réflexion, etc.), et générer un environnement favorable (agir sur la commande publique, financer l'innovation sociale et managériale...).

**La participation des habitants, un moteur de cohésion urbaine?
(L'exemple des coopératives d'habitants)**

Coopératives d'habitants: un logement comme je veux avec qui je veux!

Faire le point des initiatives existantes, les mettre en réseau et accessoirement glisser quelques pistes de développement, voilà ce que les participants de cet atelier ont bâti autour d'un thème qui fait mouche dans un contexte de grande tension transfrontalière sur le marché de l'immobilier. Car mutualiser la construction de logements, c'est créer de la plus-value sociale et environnementale, et c'est ouvrir un vaste champ à l'innovation. Logements plus grands et mieux adaptés aux besoins de leurs usagers, espaces intermédiaires de socialisation entre la rue et son chez-soi, recherche systématique des meilleurs standards environnementaux... Mais, pour aller plus loin, il faut des terrains, un cadre légal et des outils transfrontaliers, et là aussi la reconnaissance et la promotion des coopératives participatives. Avis aux communes et décideurs politiques!

Conclusions et clôture

Intervenants

Allocution de clôture par Mme **Fabienne Freymond Cantone**, Députée municipale arrondissement Nyon et M. **Cyril Kretzschmar**, Conseiller délégué du Conseil régional à la nouvelle économie, nouveaux emplois, artisanat et à l'économie sociale et solidaire
Lancement du programme ESSpace par les **quatre représentants des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire**

« Si on ne fait pas tous ensemble un arrêt sur image, nous allons continuer à remplir un puits sans fond »

Fabienne Freymond Cantone

S'inspirant du district de Nyon, une situation locale qu'elle connaît bien, **Fabienne Freymond Cantone** brosse en quelques chiffres le portrait-robot du mal-développement : croissance démographique et de l'emploi exponentielle, marché de l'immobilier rédhibitoire et excluant, une population qui part et exporte par effet de domino le déséquilibre du marché de l'immobilier en jetant sur les routes et dans les trains une foule toujours plus dense de pendulaires, taux record de possession de voitures, mauvaise qualité de l'air et empreinte énergétique (trop) haute... Bref, un vaste chantier à l'intérieur du chantier plus vaste encore de la construction de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Si F. Freymond Cantone reconnaît volontiers que le processus mis en place n'est pas parfait, elle en souligne néanmoins le caractère révolutionnaire et salue la vision politique qui accompagne ce développement-là en six qualificatifs : une agglomération non seulement multipolaire, compacte et verte, mais également solidaire, efficace et dynamique!

Oui, le projet est perfectible en termes de gouvernance. Oui, les liens avec le terrain doivent être améliorés. Mais en l'état, il rassemble des politiques publiques qui vont presque toutes dans le sens des propositions issues de cette journée de débat. Et F. Freymond Cantone rappelle que c'est en comprenant les effets pervers d'une

politique au niveau local qu'il sera possible d'agir au niveau global : « on peut bien mettre en place toutes les politiques volontaristes possibles et engager des investissements énormes pour pallier les problèmes actuels au niveau d'un district, si on ne fait pas tous ensemble un arrêt sur image, nous allons continuer à remplir un puits sans fond ». Elle appelle dès lors tous les acteurs concernés à s'entendre sur les objectifs de croissance qu'ils veulent atteindre et sur les conséquences qu'ils sont prêts à assumer sur ce territoire. Une condition préalable incontournable pour atteindre ensemble un équilibre durable pour le plus grand nombre !

« Nous nous intéressons à ESS non pas par vocation sectorielle mais parce que nous pensons qu'elle est un marqueur d'une façon autre d'imaginer le développement humain sur le territoire »

Cyril Kretzschmar

Ensemble, voilà un mot que ne reniera pas Cyril Kretzschmar qui rappelle qu'en France, le mois de novembre est aussi celui de l'ESS : « un spot en matière de communication » pour promouvoir plus largement la connaissance de l'ESS.

Le Conseil régional de Rhône-Alpes, rappelle-t-il également, est engagé depuis 2004 dans une politique de développement de l'ESS. La promotion de l'ESS est un axe prioritaire de cette politique. Car, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, « il y a plus de gens qui travaillent dans l'ESS que de personnes qui connaissent l'ESS ».

Pour son développement, l'ESS se nourrit, tout comme l'économie traditionnelle, de capitaux, de contrôle de gestion, de marketing... autant de disciplines sur lesquelles il est nécessaire de travailler pour doter les acteurs de l'ESS et leurs partenaires financiers et politiques de compétences qui leur permettent d'engager des réussites professionnelles et économiques. La région Rhône-Alpes a développé en la matière des outils et une expertise à partager.

Les personnes qui entrent dans l'ESS ont des parcours personnels et professionnels ; elles veulent des situations en rapport avec leurs désirs. C'est pourquoi le développement des RH est un axe à privilégier. Or,

en Rhône-Alpes, il y a beaucoup d'argent public investi dans l'ESS et les salaires restent faibles. En Suisse romande, l'argent public investi dans l'ESS est très limité mais les salaires sont plutôt confortables. Ce qui fait dire à C. Kretzschmar avec humour qu'entre les deux, il y a une convergence à trouver pour que les salaires soient meilleurs d'un côté et les investissements publics plus importants de l'autre... et pour rendre l'ESS aussi désirable qu'une grande entreprise du CAC 40 !

Pourquoi cet engagement de la région ? « Nous nous intéressons à l'ESS non pas par vocation sectorielle mais parce que nous pensons qu'elle est un marqueur d'une façon autre d'imaginer le développement humain sur le territoire. » L'exemple est frappant dans l'économie de proximité. L'ESS est très forte là où ni l'économie conventionnelle ni le secteur public ne le sont plus, tels que les espaces ruraux. Loin d'un désinvestissement de l'économie, C. Kretzschmar veut au contraire y voir le signe d'une reconquête de l'économie grâce à l'ESS et à des partenariats nouveaux qui se construisent entre les différents acteurs économiques. Il insiste : « il s'agit aussi d'apprendre à travailler ensemble entre ESS et économie conventionnelle, pour construire une 'nouvelle économie' et une nouvelle manière de concevoir la création de richesse dans les territoires ».

L'enjeu ? Couvrir les besoins fondamentaux de la communauté tout en s'inscrivant dans le durable et le solidaire.

Le partenariat entre les quatre régions et cantons ouvre une nouvelle page de l'histoire de la coopération transfrontalière que concrétise le programme ESSpace.

Programme ESSpace :

Un plan d'action et deux ans pour avancer ensemble sur quatre champs prioritaires de l'ESS transfrontalière

Mission au long cours, le **programme ESSpace** est balisé par un plan d'action sur **deux ans**, présenté dans un bel esprit de collégialité par les quatre responsables et représentants des CRESS et APRÈS. Il se décline autour de quatre axes de travail :

- **Développer un lexique référentiel :** champ prioritaire, c'est une étape préalable indispensable pour irriguer la réflexion et construire une culture transfrontalière commune, et ainsi mieux prendre place dans le débat politique transfrontalier ;
- **Faire un état des lieux de l'ESS dans les quatre territoires :** poser ce diagnostic permettra de partager les analyses, d'améliorer l'échange d'information entre les acteurs, et ainsi d'être en mesure d'articuler des propositions pour le développement de l'ESS qui soient en cohérence avec le développement du territoire ;
- **Constituer un annuaire des initiatives de l'ESS :** ce travail permettra non seulement de mieux les connaître (ce qu'elles font, et où) mais également de mieux les promouvoir à travers des manifestations, des initiatives communes, etc.
- **Préparer les deuxièmes rencontres transfrontalières de l'ESS :** divers échanges et rencontres à petite échelle égrenées tout au long des deux prochaines années jetteront les prémices de cette deuxième édition d'ores et déjà agendée en Franche-Comté en 2014.

Un rendez-vous à inscrire dès maintenant dans vos tablettes !